



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DELIBERATION N° 040 / 2017 DU 18 MAI 2017

Approuvant le projet « Déploiement de composteurs individuels ».

Date de convocation : 10 mai 2017

Date d'affichage : 10 mai 2017

Date d'affichage du compte-rendu : 19 mai 2017

Date d'affichage de la présente délibération : 20 MA 20 MA

Conformément à l'article L.2121-15 du Code général des Collectivités Territoriales, il a été procédé à la nomination d'une secrétaire de séance.

de Madame Yvette LICHTLE, 1er adjoint au maire.

L'an deux mille dix-sept, le dix-huit mai, le Conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni à la mairie en séance publique sous la présidence

Madame Eliane LECHENE a été désignée pour remplir cette fonction.

 ELUS EN EXERCICE
 33

 PRESENTS
 19

 PROCURATION
 11

ABSTENTION 00

00

CONTRE

	Présent	Absent	Procuration à
M. Edouard FRITCH		X	
Mme Yvette LICHTLE née BOHL	X		
M. Abel TEMARII		X	Heimana TAURAA
Mme Marie Madeleine MAO	X		
M. Félix ATEM	X		
Mme Lorraine HUNTER née MO TAM PO	X		
M. Heimana TAURAA	X		
Mme Eliane LECHENE née LAUZUN	X		
M. Yvonnick RAFFIN		X	Eliane LECHENE
Mme Yvannah TIXIER née POMARE		X	Yvette LICHTLE
M. Jean CHICOU	X		
Mme Miriama MACE	X		J.
M. Jean-Claude PAQUIER		X	Miriama MACE
Mme Doris RAUFEA née DROLLET		X	Maire SVARC
M. Léon MAKE	X		
Mme Maire SVARC	X		
M. Christophe TAURAATUA		X	Thilda HAREHOE
M. Samuel MOO SUNG		X	Lorraine HUNTER
M. Maono TERE	X		
M. Christophe TEAO	X		
Mme Riveta URAHUTIA		Χ	Marie-Madeleine MAO
M. Milton PARAUE		X	Christophe TEAO
Mme Taiana TEPU née THUNOT	X	448	
Mme Turere FOLIAKI née BAMBRIDGE	X		
Mme Rosana TEHOIRI	X	pan	* -
M. Kapo MOU KAM TSE		X	Turere FOLIAKI
Mme Keehi WONG		X	Rosana TEHOIRI
M. Raiarii TETOOFA	X		6
M. Irvine Tekohututoua PARO		Χ	
Mme Béatrice VERNAUDON	X		
Mme Maiana BAMBRIDGE	X		725,211,000,000,000
M. Théodore TETUAETARA		X	
Mme Thilda HAREHOE née GARBUTT	X	500	
TOTAL	19	14	11 procurations

VILLE DE PIRAE

Liberté - Egalité - Fraternité

DELIBERATION N° 040/2017 DU 18 MAI 2017 Approuvant le projet « Déploiement de composteurs individuels »

LE CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE DE PIRAE

- VU la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée, portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004, complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;
- VU le code général des collectivités territoriales applicable en Polynésie française ;
- VU l'arrêté n° 173/AA du 30 janvier 1965 instituant la commune de Pirae ;
- VU les explications fournies par Madame Yvette LICHTLE, 1er adjoint au maire.;

Exposé des motifs :

En partant du constat réalisé par Fenua ma, entreprise spécialisée dans les déchets, qui montre que le nombre de déchets verts se trouvant dans nos bacs gris sont en constante augmentation, la ville de Pirae a décidé de mettre en place un projet de déploiement de composteurs individuels dans les quartiers prioritaires.

Le but de cette démarche étant de faire participer les habitants à la réduction de déchets verts dans nos bacs gris.

Il s'agit pour ce projet de diminuer les volumes des ordures ménagères et des déchets verts produits, d'améliorer le tri des déchets et de sensibiliser les habitants au compostage urbain et de permettre le déploiement de ce projet à l'échelle communale.

Le plan prévisionnel de financement est arrêté comme suit :

Coût total de l'action (TTC)	918 480 F CFP (100%)
Participation du Syndicat mixte en charge du Contrat de Ville	367 392 F CFP (40%)
Fonds propres de la commune	551 088 F CFP (60%)

Après en avoir délibéré en sa séance du 18.05.2017 ;

ADOPTE:

Article 1^{er}: Le projet « Déploiement de composteurs individuels » est approuvé.

Article 2: Le coût total de l'action est estimé à la somme de neuf cent dix-huit mille quatre cent quatre-vingt francs pacifique.

Article 3 : Le plan prévisionnel de financement est arrêté comme suit :

Coût total de l'action (TTC)	918 480 F CFP (100%)
Participation du Syndicat mixte en charge du Contrat de Ville	367 392 F CFP (40%)
Fonds propres de la commune	551 088 F CFP (60%)

Article 4 : Le maire, ou en cas d'empêchement son adjoint dans l'ordre du tableau, est autorisé à signer la convention de financement mettant en œuvre le plan de financement comme stipulé à l'article précédent.

Article 5 : La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de deux (2) mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Article 6 : Le Directeur général des services, le Chef de service de l'action sociale et éducative et le Chef du service des ressources sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération, qui sera enregistrée et communiquée partout où besoin sera.

Pour le maire empêché Le Maire,

Mme Yvette LICHTLE Edouard FRITCH

Edouard FRITCH